Le père de Mohamed Merah expulsé vers Oran (MàJ)

06/06/2015 à 4h37

06/06/15

Le père algérien de l'auteur des attentats de Toulouse et Montauban, Mohamed Merah, illégalement présent en France depuis des semaines, a finalement été interpellé vendredi et expulsé vers son pays. Cette expulsion « correspond à l'application du droit », a commenté le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. L'intéressé ne réside plus en France et « il n'y a donc aucune raison de renouveler » son titre de séjour. Cette décision a « une signification profonde pour toutes les victimes toulousaines, et je l'ai fait aussi par respect pour elles », a expliqué le ministre, en marge d'une visite à Besançon. Éric Ciotti (Les Républicains, ex-UMP) avait réclamé mardi « l'expulsion immédiate » de France du père du tueur Mohamed Merah.
(…) Le Point

01/06/15

Le père du tueur au scooter se serait installé en toute illégalité dans un appartement à Toulouse, selon RTL. Une information qui provoque la colère d'Albert Chennouf-Meyer, le père d'une des victimes.



Plus de trois ans après les tueries de Toulouse et Montauban, le père de Mohamed Merah serait revenu vivre à Toulouse, selon une information de RTL. Il disposerait d'un appartement sur place, dans le quartier de Bagatelle. Le père du tueur au scooter, qui vivait en Algérie depuis une dizaine d'années, serait désormais en France en toute illégalité, ajoute la radio, sa carte de séjour étant périmée.

Une information qui provoque la colère des familles des victimes. Alors qu'il détiendrait des informations cruciales sur son fils, Mohamed Benalel Merah n'aurait en effet pas été interrogé par la police dans l'enquête sur les tueries perpétrées par celui-ci au nom du jihad, qui a assassiné trois militaires, puis trois enfants et un enseignant juifs entre le 11 et le 19 mars 2012 à Toulouse et Montauban.

Après la mort de Mohamed Merah, le père Merah s'était exprimé depuis l'Algérie et avait affirmé détenir des enregistrements vidéos, et que son fils travaillait en réalité pour les services secrets français. Il avait alors déposé plainte contre la France….

BFMTV